

Les négociations du haut représentant du chef de l'Etat pour le centre :
Les démarches de Dioncounda « n'engagent pas le gouvernement
malien d'après Tiéblé Dramé »

MALI

538

www.malikile.com

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 07 FEVRIER 2020

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Modibo Sidibé

“Garder espoir...”



Législatives 2020 : Mahmoud DICKO trahi ?



Gaz domestique : Un ouf de soulagement pour
les Bamakois !

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie

Une	Modibo Sidibé : « Garder espoir... »	P.4
Brèves	<p>Crise scolaire : L'État met à exécution son projet de recrutement des 15.300 enseignants volontaires des IFM P.10</p> <p>En Un Mot : La peur change de camp P.10</p> <p>En route pour Kidal : Les véhicules « KIA » créent la polémique au sein des FAMa P.10</p> <p>Paix et sécurité : Le Haut conseil islamique en ordre de bataille à Mopti P.11</p> <p>Elections législatives dans le cercle de Yanfolila : L'ancien PM Modibo Sidibé candidat ? P.11</p> <p>Mali : Attaque contre le camp militaire des FAMAs à Dinangourou P.12</p> <p>Mine d'or au Mali : La compagnie minière Complexe Loulo-Goukoto a dépassé ses prévisions en 2019 P.12</p>	
Actualité	<p>Mopti : Crimée-Congo fait des victimes ! P.14</p> <p>Commémoration de la journée du 6 février à Safo : Investir dans les adolescents, filles et garçons... P.15</p> <p>Gaz domestique : Un ouf de soulagement pour les Bamakois ! P.16</p> <p>Éducation Nationale : Fin de la concertation régionale pour l'amélioration de la gestion de l'école P.17</p> <p>FSEG : Quels rôles pour la jeunesse face à l'insécurité au Mali? P.18</p>	
Politique	<p>Législatives 2020 : Mahmoud DICKO trahi ? P.19</p> <p>Les négociations du haut représentant du chef de l'Etat pour le centre : Les démarches de Dioncounda « n'engagent pas le gouvernement malien dicit Tiéblé Dramé » P.21</p>	
Culture & société	<p>Vente de têtes et de pieds de ruminants : Un business peu attractif mais lucratif P.22</p>	
International	<p>Côte d'Ivoire : Laurent Gbagbo réclame à La Haye sa remise totale en liberté P.24</p> <p>Le président de la CENI en Guinée sur le couplage des élections : « Je n'ai pas été consulté » P.24</p> <p>L'Algérie « surprise » par les critiques d'Erdogan sur la colonisation française : Le passé de la Turquie dans les têtes? P.5</p>	
Sport	<p>Championnat National : Classement des deux poules P.26</p>	

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampkile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

P.10



P.15



P.21



Modibo Sidibé : “Garder espoir...”



Modibo Sidibé a été, de 1992 à 2011, au cœur du pouvoir au Mali. C'est d'abord Amadou TOUMANI Touré, président du Comité de Transition pour le Salut du Peuple (CTSP) qui le nomme pour diriger son Cabinet vers la fin de la transition. Puis le Président Alpha Oumar Konaré lui donnera sa chance en 1993 en le nommant ministre de la Santé et des Affaires sociales. Depuis, l'homme n'a jamais vraiment quitté les sommets de la politique au Mali. Il a été au fil du temps ministre des Affaires étrangères et Secrétaire général de la Présidence et Premier ministre. En 2011, il quitte son poste de Premier ministre pour briguer la candidature à la présidence de la République lors de l'élection présidentielle de 2013. Avec 1,42% des suffrages, Modibo Sidibé s'engage dans l'opposition politique malgré les sollicitations du Président Ibrahim Boubacar Kéita à venir travailler avec lui. Le Président des Forces Alternatives pour le Renouveau et l'Émergence (FARE-An ka wuli), le parti qu'il a créé, a gardé sa liberté de parole vis-à-vis du pouvoir en place et ne manque pas d'occasion pour s'exprimer et donner sa vision du Mali. C'était le cas récemment lors d'un voyage en France quand il s'est soumis à une interview d'un média français.

Pour Modibo Sidibé, la crise malienne ne se résume pas au nord du pays. C'est une crise dont les fondements sont à rechercher au plus profond de la société malienne tant au nord qu'au sud du pays. Voilà pourquoi Modibo Sidibé est

convaincu qu'il faut une véritable union nationale autour d'un Gouvernement de mission pour rétablir ce qu'il appelle la « légitimité » de l'État malien. Cette « légitimité » fait sans doute référence aux résultats de la dernière élection

présidentielle de juillet et août 2018 qui ont vu Ibrahim Boubacar Kéita déclaré, au forceps, vainqueur par la Cour Constitutionnelle du Mali, avec 67,20% des suffrages exprimés. En effet, la réélection d'IBK en 2018 a été vivement dénoncée par 18 des 23 candidats. Si certains des candidats comme Houssèini Amion Guindo ont fait volte-face en entrant dans le Gouvernement, des irréductibles comme Modibo Sidibé, Choguel Maiga ou Mountaga Tall n'ont jamais reconnu officiellement la victoire d'IBK même si au nom de la paix sociale ils n'ont rien entrepris pour mettre en danger la République et en rajouter à la crise malienne.

Parce que la réélection d'IBK est, à ses yeux, contraire aux choix véritables des Maliens, Modibo Sidibé est convaincu que seule l'union de toutes les forces vives de la Nation malienne est à même de sauver le pays. «Que l'on ne s'y trompe pas: la sortie de crise au Mali ne pourra se faire que par le haut! Mais seulement si l'État malien retrouve une légitimité aux yeux





des populations maliennes, dans leur ensemble et pas qu'au nord. Et qu'il parvient à rétablir sa présence partout sur le territoire », déclare-t-il. La crise au nord du Mali est actuellement en train de canaliser toutes les énergies au plan politique alors que le centre et une partie du sud connaissent une situation plus que préoccupante. La survie de la Nation malienne se joue au centre et une partie du sud où toute l'économie, toutes les structures sociales sont atteintes du fait d'attaques terroristes récurrentes contre les populations civiles et le pillage systématique de leurs biens. Cette situation a conduit à des déplacements massifs à l'intérieur et à l'extérieur du Mali sans que l'État parvienne à y trouver un début de solution.

La crise qui s'est étendue du nord au centre et une partie du sud du Mali et qui aggrave la crise nécessite la participation effective de tous. C'est pourquoi Modibo Sidibé estime qu'« il est impératif que nous nous unissions autour d'une vision très claire de ce qu'il faut faire pour redresser le pays. Nous sommes dans une situation critique et c'est collectivement que nous devons réfléchir à comment sortir de cette crise. Les problèmes du Mali ne se limitent pas aux problèmes du nord ». En effet, et cela est très dommage, la question du nord du Mali a, du fait de son internationalisation, occulté tous les autres problèmes du pays. Certes les régions du nord présentent un niveau de développement économique et humain très faible par rapport au reste du pays. Cependant c'est oublier que la nature désertique desdites régions les rend plus vulnérables dans un pays classé parmi les plus pauvres de la planète où des ré-

gions comme Kayes, première région administrative, ne doivent la construction des écoles, des centres de santé et l'adduction en eau potable que grâce à la diaspora malienne de ces régions et que des populations de la ville de Bamako connaissent régulièrement des pénuries d'eau potable. Ainsi les mêmes raisons, excepté la volonté indépendantiste, qui poussent une partie des régions du nord à se révolter contre l'État central sont aussi récurrents au sud et plus souvent qu'on ne l'imagine. C'est, entre autres, ce qui fait dire Modibo Sidibé que « les problèmes du Mali ne se limitent pas aux problèmes du nord ».

Modibo Sidibé est engagé dans la solution concertée des Maliens pour sortir de la crise. Si tous, pour le Mali, s'engageaient pour une sortie de crise, il ne fait aucun doute pour le Président des FARE-An Ka Wuli, que les Maliens pourraient trouver le chemin de la paix, de la

réconciliation et du développement. Cela pourrait se faire à travers ce qu'il appelle un « gouvernement de mission ». Pour avoir été au cœur du pouvoir pendant près de trois décennies, Modibo Sidibé se méfie de la gouvernance par tous qui s'est limitée à un partage du gâteau. C'est pourquoi il s'empresse d'apporter une précision de taille. « Je dis bien un gouvernement de mission (et pas d'union), car sinon c'est la porte ouverte à un nouveau partage des prédateurs. Les Maliens ont besoin de pouvoir refaire confiance à leurs dirigeants. Nous ne pourrions recréer cette confiance que dans l'apaisement et dans la réconciliation en dressant une feuille de route claire pour y parvenir ».

Le manque de confiance entre les populations maliennes et les politiques date de très longtemps même si celle-ci s'est aggravée à la faveur de la démocratie, quand certains prédateurs invétérés ont fait main basse sur les maigres ressources de l'État après avoir écarté les plus scrupuleux de leurs camarades de lutte. Et la corruption du régime actuelle, qui a entraîné les Maliens parmi les plus honnêtes au départ, n'est pas pour résorber ce manque de confiance qui est même entré dans le langage populaire. En effet, pour caractériser un homme peu crédible, les Bamanans disent de lui qu'il est politikimogo, « un politicien ». Mais « refaire confiance » aux dirigeants demande que des femmes et des hommes intègres prennent les rênes du pouvoir. Cependant avec plus de 200 partis politiques (dont certains n'ont même pas de siège) il sera très difficile de mettre en place le « gouvernement de mission » que Modibo Sidibé appelle de toutes ses forces. Car comme l'a dit malicieusement un politique





malien « la question n'est pas de savoir qui est corrompu au Mali mais qui ne l'est pas ». Mais il demeure encore fort heureusement au Mali des hommes et des femmes d'une grande probité intellectuelle et morale. Ils sont connus. Au plan sécuritaire, Modibo Sidibé, s'il n'est pas fondamentalement opposé à la présence militaire étrangère au Mali, estime que la solution militaire doit être entre les mains des forces maliennes qui ont surtout besoin d'équipements et de renforcement des capacités pour faire face à la menace terroriste. À ce propos il déclare ceci : « il y avait déjà une autorité transfrontalière sur le Liptako Gourma, mais elle n'était pas aidée jusqu'à présent et, donc, incapable d'agir. Idem avec le commandement conjoint G5 Sahel/Armée malienne sur le fuseau de Sévaré qui est également complètement dépourvu de moyens. Ce qui prouve bien que l'on ne peut pas faire l'économie d'un rétablissement des charges régaliennes et, donc, de l'autorité de l'État sur son territoire si on veut trouver une solution à cette crise ». En somme si les plus de 15 000 soldats maliens et 5000 soldats du G5 Sahel étaient dotés de moyens militaires adéquats pour lutter contre le terrorisme, il y a fort à parier que le cours des choses en serait largement modifié.

Sans prioriser le tout militaire, Modibo Sidibé est convaincu que seule des forces militaires fortes constituent un préalable pour arrêter la saignée dans les rangs des Forces armées maliennes (FAMA). C'est pourquoi il se dit catégoriquement opposé au projet de dialogue avec les chefs terroristes qui endeuillent le Mali au

quotidien. « Est-ce vraiment le moment de dire que l'on va négocier quand le GSIM vient de revendiquer l'attentat de Sokolo ? Le plus important dans un conflit, c'est de savoir sortir par le haut. Or, nous n'en sommes pas encore à ce stade ». Le Président des FARE-An ka wuli croit en les vertus sociales qui ont toujours caractérisé nos sociétés et permis de résoudre la plupart des conflits qui les secouaient. « Seules des avancées dans le dialogue national, s'appuyant sur notre histoire, notre République, et des initiatives endogènes de nos forces armées nous permettront de faire durablement cesser les hostilités », déclare-t-il. Mais la crise que connaît le Sahel demande surtout une réponse concertée, intégrée et forte de tous les pays concernés. Aucun de ces pays ne peut seul vaincre le terrorisme. Pour Modibo Sidibé «

C'est donc de la responsabilité de la classe politique malienne, comme de celle du Burkina Faso et du Niger, les trois pays les plus touchés par la recrudescence des attaques terroristes après la fusion des groupes djihadistes proches d'Al-Qaïda en 2017, d'ouvrir de nouvelles perspectives. Et pour cela, il faut qu'un front régional puisse être opposé aux assaillants en impliquant, partout où c'est possible, les populations ». C'est un homme profondément optimiste qui déclare : « Il ne faut pas perdre espoir... » car, estime-t-il, même si l'État malien a failli par endroits, il existe au Mali des ressources inestimables pour permettre au pays de se relever afin de se reconstruire.

■ **DIALA THIÉNY KONATÉ**



Gouvernement du Mali



Coopération : Le général français Thierry Marchand au MDAC

Le directeur de la coopération de Sécurité et de Défense française, le général de corps d'Armée Thiery Marchand a été reçu, le jeudi 6 février 2020, en audience par le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le général Ibrahima Dahirou Dembélé dans la salle de conférence du MDAC.

Les échanges ont porté sur l'évolution de la coopération militaire entre les deux pays en 2020 dans la lutte contre le terrorisme. Etaient présents à cette rencontre, l'ambassadeur de France au Mali, S.EM Joël Meyer, l'Attaché de Défense Adjoint de la France, le lieutenant-colonel Michel Monnier, le Traitant Sahel, le lieutenant-colonel Mollet et le staff du MDAC.

Pour plus d'infos, cliquez sur le lien : <https://www.fama.ml/cooperation-le-g...marchand-au-mdac.html>



Bamako Niarela

Coup de filet magistral des limiers du commissaire divisionnaire Mohamed O. Keita: Des auteurs de l'assassinat de l'Adjudant-chef de Police Maciré Diakité à Bougouni arrêtés



Bouba Fané

Bravo à l'armée malienne. Côte ennemi, plusieurs assaillants ont été calcinés. Une vingtaine de motos ont été brûlées.

Les blessés FAMA ont été évacués. Des frappes aériennes ont été menées par les aéronefs. Le ratissage continue. J'aime CommenterPartager



Mohamed Wane

Mohamed Wane à Sans la confiance, l'amour n'existe pas. Kyassou-P Yèrè YèrèS'abonner
Iba One : Comme on le dit , pour les FAMA , chaque geste compte . Nous l'avons promis et nous l'avons fait tout en espérant que d'autres nous emboîteront le pas. Pour les FAMA , dépass-



sons les clivages idéologiques, ethniques et surtout politiques, ils ont besoin de chaque couche de notre société.



MALI MALIN



Mauritanie: L'interdiction de la langue française au Parlement fait polémique

La langue française est désormais bannie dans l'hémicycle du Parlement. Un règlement intérieur, adopté en juillet dernier, interdisant aux députés de s'exprimer en français durant les débats parlementaires, a été mis en application durant les dernières séances de la première session ordinaire de 2019-2020 qui a pris fin vendredi soir.

Les députés ne peuvent désormais s'exprimer qu'en arabe, la langue officielle, ou dans les langues nationales. Une décision qui ne fait pas l'unanimité. Elle est mal perçue, notamment, chez les députés négro-africains qui ne parlent pas l'arabe, même si le président de l'Assemblée nationale a soutenu avoir mis en place un système de traduction simultanée.

Le français, langue de travail selon la Constitution mauritanienne, n'a jamais été interdit dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale. C'est une première qu'instaure son président actuel. Cheikh Ould Baya s'est voulu précis en s'adressant aux députés. « Si vous parlez aux Mauritaniens, vous avez quatre langues d'expression qui sont prévues dans l'Assemblée. Un discours en français n'a plus de sens dans l'Assemblée ici. »

Les 4 langues citées sont : l'arabe, le pular, le soninké et le wolof. Ladjji Traoré, un parlementaire de l'Alliance populaire progressiste, désapprouve l'absence du français. « La langue de travail, que ce soit dans le domaine privé ou public en Mauritanie, reste le français. C'est la langue de communication avec les pays périphériques, avec le monde extérieur. Par conséquent, on ne peut pas dire aux députés : "exprimez-vous dans votre wolof, pular ou soninké". En réalité, c'est pour faire en sorte que nous ne soyons compris que par nos communautés. C'est du communautarisme, pas de la politique. »

Entre 1992 et 2005, le Sénat était présidé par un négro-mauritanien,

Dieng Boubou Farba. Ne parlant pas arabe, il faisait ses discours en français et cela n'a jamais posé problème, rappelle un ancien sénateur.

Autres articles

Burundi: Quatre journalistes envoyés en prison

RDC: à Béni, la société civile dénonce la recrudescence des violences des ADF

Burundi: face à l'invasion de criquets, le ramassage à la main

Chine: otages du coronavirus...

Le referendum constitutionnel fixé au 1er mars en Guinée. RFI

Protection Civile du Mali-PCM

Reconnaissance du mérite à la Protection Civile du Mali. Ce lundi 03 février 2020, 03 cadres de la Protection Civile ont reçu leurs médailles au cours d'une cérémonie organisée au Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, sous la présidence du Ministre, le Général de Division Salif TRAORÉ et en présence du Grand chancelier des Ordres Nationaux du Mali, le Général de Division Amadou Sagafourou GUEYE.

Ils ont été élevés aux rangs ci-après :

_ Chevalier de l'Ordre National : Lieutenant colonel Sapeur pompier Fatoumata B. COULIBALY

_ Médaille du mérite avec effigie abeille : Colonel Sapeur pompier Dramane DIALLO et Lieutenant Sapeur pompier Adama TOGOLA.

Les récipiendaires ont accueilli ces distinctions avec humilité et se sont dits prêts à redoubler d'efforts pour continuer à mériter cette confiance des plus hautes autorités.

En effet, loin d'être l'aboutissement d'une carrière, ces nouvelles distinctions constituent un nouveau départ afin de mieux servir la patrie. Félicitations aux heureux récipiendaires.



Ministère de l'Économie Numérique et de la Prospective

Cérémonie de remise de distinctions honorifiques au Ministère de l'Économie Numérique et de la Prospective. Trois membres du personnel du Ministère et deux de l'AGETIC, ont reçu ce jeudi 06 février 2020, des distinctions honorifiques.

De la distinction de Chevalier de l'Ordre National au Grade de l'Étoile d'Argent du Mérite National avec Effigie Abeille, ces fonctionnaires



ont été félicités par Madame le Ministre et le Grand Chancelier des Ordres Nationaux. Quant à la représentante des bénéficiaires, elle a saisi l'occasion pour rappeler que ces distinctions sont le fruit d'un travail collectif, tout en remerciant l'ensemble de leurs collègues.

PINAL

Bankass. Ouenkoro : 06.02.2020

Deux véhicules quittant Ouenkoro pour Bamako ont été interceptés par les chasseurs à Madiama sur le territoire Burkinabè 20 peuls qui étaient à bord ont été tous tués cet après midi. Nous doutons fort du comportement incompréhensible des autorités burkinabés dans le cadre de la protection des personnes et de leurs biens.

Depuis le départ des Famas du village Ouenkoro, tout laissait à croire que ces criminels allaient s'en prendre aux populations civiles et détruire des villages comme l'accoutumée. Paix aux âmes disparues.

Koulouba Actu

Le président de la Rue publique est dans une colère noire. Surtout, après qu'il y ad et son satané lieutenant, Amadou Koufa aient réclamé l'indépendance de leur zone respectives pour en faire des « Kalifas », seule condition pour qu'ils acceptent de mettre fin aux horreurs dans le centre du pays.

Sory Ibrahima Khalilou

Fonds pour le Développement durable: Dr Boubou Cissé préside le Comité de Pilotage

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, Dr Boubou Cissé, a présidé ce jeudi 6 février 2020, la réunion du Comité de pilotage du Fonds pour le Développement durable (FDD). Au menu des échanges, l'examen et la validation du manuel de procédures administratives, juridiques et financières du Fonds.

Le manuel servira à régir les règles de financement et de gestion transparente des interventions au niveau des différentes parties prenantes qui y adhèrent. À savoir l'Etat et les partenaires techniques et financiers. Étaient présents à la rencontre, des membres du gouvernement, les gouverneurs des régions et du district de Bamako, les présidents des conseils régionaux, l'ambassadeur de France au Mali et le directeur national de la Planification et du Développement. Pour rappel, le Fonds pour le Développement durable est destiné au financement des projets et programmes dans le cadre du développement équilibré de l'ensemble des régions du Mali.

RFI Afrique

La présidentielle au Togo aura lieu le 22 février prochain. Au pouvoir depuis 2005, Faure Gnassingbé est candidat à un quatrième mandat. Pour ce scrutin



désormais à deux tours et ouvert à la diaspora, six candidats font face au président sortant. RFI leur a donné la parole avant l'ouverture de la campagne ce 6 février.

Tami Maiga

Selon des infos reçues auprès de sources locales, il ressort qu'aujourd'hui 06/02/2020 vers 12 h 45 h, des individus armés non identifiés sur Six (06) motos auraient fait irruption dans le village de Ouatagouna localité située à environ 76 km/Sud d'Ansongo frontière Niger- Mali. Ils ont fouillé la maison du maire adjoint Mahaman Bakala à sa recherche. Rester introuvable, les assaillants par la suite ont intercepté et tué à bout portant M. Hamida Zeyya petit frère du chef de village de Ouatagouna et le Directeur du second cycle (collège public) M. Yacouba Issiyaka Touré tous venus d'Ansongo par le car de Sonef. Le mobile de ces violences reste pour l'instant inconnu.



Amadou GON Coulibaly

C'est avec une grande émotion que j'ai pris part, ce matin, à la levée du corps de notre regrettée Maman Coffie Marie-Madeleine Magnintchi, épouse Sanogho. Mon épouse et moi-même présentons à l'honorable Porquet Henry, à Mme Sanogoh Salimata épouse Porquet, Vice-présidente de la CEI, à la famille, aux familles amies et alliées et à l'ensemble de leurs proches nos sincères condoléances. Puisse le Seigneur l'accueillir dans son Paradis Éternel ! Amen.
Abidjan, le 06 février 2020.



Demba Diop

« Accepte ton sort avec fermeté, sois patient dans l'adversité et mesuré dans le bonheur. » Amadou Hampate Ba



Issa Ba

Une fois de plus les Peulhs sont victimes de #stigmatisation et assimilés à des #terroristes. Il est vrai que Kouffa est un peulh mais ils ne faut pas tous



nous assimilés de la sorte. Ce serait comme assimiler tous les Touaregs à Ansar Eddine et au #jnim

Larmes des pauvres

Mali. une vingtaine de peul à bord de deux véhicules de transport, quittant #Ouenkoro dans le cercle de #Bankass en partance pour #Bamako, ont été interceptés et massacrés en territoire #Burkinabé par la milice dozo annonce plusieurs sources concordantes.



Forces Armées Maliennes

Les élus français ont organisé, le jeudi 6 février 2020 à la place d'Armes de Kati, une cérémonie de dépôts de gerbe en mémoire aux Soldats français et maliens tombés sur le champ de bataille.



La cérémonie était présidée par le Chef d'Etat-major de l'Armée de l'Air, le général de brigade Daouda Dembélé, en présence du Chef d'Etat-Major Général Adjoint des Armées, le Général de Division Abdrahamane Baby, représentant le Chef d'Etat-Major Général des Armées.

MINUSMA

La Direction de la MINUSMA avec à sa tête le Représentant spécial du Secrétaire général au #Mali, M. Annadif, recevait aujourd'hui au quartier général de la Mission une délégation du ministère français des Affaires étrangères pour faire le point sur la situation au Mali.



Florence Parly

Déplacement au Maroc aujourd'hui, je remercie mon homologue pour son accueil. Plusieurs pistes pour relancer notre coopération militaire 1/2



Arouna Modibo TOURÉ

Aujourd'hui avec une délégation d'élus français, nous avons marché ensemble pour la Paix. Grands moments d'émotion et de fraternité. France Mali #Paix @DemoulinEM @fionalazaar



Crise scolaire : L'État met à exécution son projet de recrutement des 15.300 enseignants volontaires des IFM



L'État suit son plan de recrutement de 15.300 enseignants volontaires sortants des Instituts de Formation de Maîtres (IFM), en vue de rouvrir les classes. C'est un communiqué qui a annoncé le début des dépôts de dossiers pour ces postes de volontariat. Il s'agit de ceux qui veulent mettre à la disposition du gouvernement leur savoir pendant six (6) mois. Le président du Collectif des Sortants des Instituts de Formation de Maîtres (CS-IFM) a déclaré de ce fait, qu'ils n'ont jamais rejeté une proposition de sortie de crise. De ce fait, il a également annoncé, selon l'AMAP, ne pas s'opposer à ce recrutement qui doit être organisé en partenariat avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports, en collaboration avec celui de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. Le Centre National de Promotion du Volontariat (CNPV) s'occupe de la gestion et du suivi du recrutement de ces enseignants volontaires. Les Académies d'enseignement de ces Centres d'animation pédagogique (CAP) reçoivent les dossiers de candidature. À noter que pour ce recrutement, il est indiqué que les retraités de l'année (2018 et 2019), aptes à enseigner, peuvent aussi faire acte de candidature.

En route pour Kidal : Les véhicules «KIA» créent la polémique au sein des FAMA

Depuis quelques jours, ainsi que nous l'annonçons en exclusivité dans une de nos précédentes parutions, nos soldats sont « positionnés » à Gao en attendant un toujours probable futur départ pour Kidal. Ils sont venus de Ségou, Sévaré et, certains, de villes proches de Gao, avec pour destination la capitale de l'Adrar des Ifoghas. Seulement, il faut avouer que, contrairement à ce qui avait été annoncé, les choses ne sont pas aussi faciles. À présent, force est de reconnaître que tout le réglage n'est pas au point même si la volonté des uns et des autres, c'est que l'armée reconstituée ou la nouvelle armée (comme aime à le dire Tiébilé Dramé) entre à Kidal et s'y installe. Ainsi, les préparatifs (côté logistique) de ce départ historique et éminemment symbolique

En Un Mot : La peur change de camp



Au vu des patrouilles de jour comme de nuit observées ces jours-ci jusque dans les quartiers, on peut dire que le département de la Sécurité et de la Protection civile a entendu le cri de détresse des populations encore sous le choc des derniers actes de banditisme posés dans la capitale. L'un d'eux, on se le rappelle, a coûté la vie à un étudiant qui s'était retrouvé au mauvais endroit au mauvais moment à la fin du mois de janvier lorsqu'un kiosque Orange-Money a été attaqué dans le quartier de Banankabougou. Armés jusqu'aux dents, les voleurs, visiblement, avaient décidé d'en découdre avec les paisibles populations. Comme au Far West, ils les dépouillaient de leurs biens. Pillages, fouilles au corps et autres matraquages... Tout y passait. Mais les Forces de sécurité ont décidé de mettre le holà à cette fâcheuse situation. Hier, en tout cas, des habitants du Badialan II ont été les témoins oculaires d'une descente policière visant à mettre hors d'état de nuire un malftrat. Si l'intéressé à détalé comme un lapin, on peut croire que c'est désormais la chasse ouverte au bandit à Bamako et dans les autres coins et recoins du Mali. Pourvu que ça dure!

■ DAK



pour Kidal vont bon train. Non sans quelques frictions, frustrations, mécontentements, et un peu d'amateurisme. En effet, des véhicules de marque KIA sont arrivés de Sévaré pour le transport et l'escorte de nos militaires durant le trajet. Mais les soldats se plaignent de leur qualité.

Paix et sécurité : Le Haut conseil islamique en ordre de bataille à Mopti



Mardi 4 février, le président du Haut conseil islamique du Mali, Cherif Ousmane Madani Haidara, a expliqué à la presse les mesures qu'il a prises pour contribuer à l'apaisement dans la région de Mopti. « Nous avons été à Mopti et nous y avons eu satisfaction ; toutes les communautés ont répondu à notre appel », a-t-il affirmé. Le président du Haut conseil islamique a ainsi indiqué que son organisation est désormais engagée dans une lutte de longue haleine pour atteindre la paix entre les différentes communautés de la région en proie à la violence terroriste sur fonds de tensions intercommunautaires. En effet, les 16, 17 et 18 janvier, s'est tenu, à Mopti, le Forum sur la réconciliation organisé par le Haut Conseil Islamique du Mali (HCIM) et placé sous le haut parrainage de Dr Boubou Cissé, Premier ministre, Chef du gouvernement. Le Forum a enregistré la participation de plus de quatre cents personnes représentant l'Administration, des communautés ethniques, les démembrés du Haut Conseil Islamique, les Eglises catholiques et protestantes, des organisations de la société civile, des notabilités de la région de Mopti, des élus locaux et des organisations de femmes et de jeunesse, ainsi que des personnes ressources. Selon les organisateurs, le Forum s'est félicité de la présence à la cérémonie d'ouverture de trois membres du gouvernement, du président de la Haute Cour de Justice, du Secrétaire général du ministère de la Cohésion sociale, de la Paix et de la Réconciliation nationale, du Gouverneur et des députés de la région de Mopti, des anciens ministres, des partis politiques de la Majorité et de l'Opposition, ainsi que des personnalités religieuses.

Après des échanges à la fois francs et approfondis sur les thématiques relatives à la question sécuritaire dans le Centre du pays, à la réconciliation et la cohabitation pacifique, le forum a pris des résolutions et fait des recommandations. Le Haut Conseil Islamique du Mali s'engage à jouer pleinement sa partition dans la recherche de solutions de sortie de crise, en appui aux efforts du Gouvernement et de ceux des autres acteurs intervenant dans la recherche de la paix.

Le Haut Conseil Islamique du Mali s'engage à suivre les recommandations par une Commission conjointe Gouvernement – Haut conseil is-

Elections législatives dans le cercle de Yanfolila : L'ancien PM Modibo Sidibé candidat ?



Selon des sources généralement informées, ce samedi, la section des FARE du cercle de Yanfolila, désignera l'ancien Premier ministre Modibo Sidibé et André Diallo comme leurs porte-étendards aux élections législatives du 29 mars 2020.

Depuis la convocation du collège électoral par le gouvernement pour la tenue des élections législatives prévue pour ce mois de mars, les tractations vont bon train dans les sections de certains partis politiques pour le choix de leurs porte-étendards. Du côté de la section des FARE du cercle de Yanfolila, le choix serait porté sur l'ancien Premier ministre Modibo Sidibé non moins président du parti et André Diallo. Selon des confidences faites à Maliplume.com par des sources généralement informées, cette liste propre des FARE sera entérinée ce samedi par une réunion de la section locale du parti. Contactés par Maliplume.com, des proches du désormais probable candidat Modibo Sidibé gardent plutôt la prudence avant de confirmer l'information.

Nous y reviendrons...

lamique du Mali et autres acteurs des actes du présent Forum. L'établissement de la justice et de la lutte contre l'impunité; le renforcement de la communication et de la sensibilisation par tous les canaux appropriés. Autres recommandations : l'usage des mécanismes traditionnels de gestion et de prévention des conflits.

■ Soumaïla T. Diarra

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Mali : Attaque contre le camp militaire des FAMAs à Dinangourou



Des hommes s'identifiant à des jihadistes ont attaqué le camp militaire FAMAs de Dinangourou dans le cercle de Koro. À l'heure même le camp est sous contrôle des assaillants.

C'est ce matin, 6 février 2020 aux environs de 4 heures, que les coups de feu sont entendus dans le camp militaire FAMAs de Dianangourou. L'armée malienne est la cible d'hommes armés une nouvelle fois dans le cercle de Koro à 118 km de la région de Mopti, près de la frontière avec le Burkina Faso.

Selon nos informations le soutien aérien a été dépêché sur le lieu. Aucun bilan officiel n'est encore donné par l'armée mais selon nos sources l'attaque aurait fait plusieurs blessés qui seront vite transportés au centre de santé de la localité.

Malgré la réorganisation annoncée de l'armée, les attaques dans le centre ne diminuent pas. Plus de trois attaques en moins d'un mois.

Mine d'or au Mali : La compagnie minière Complexe Loulo-Goukoto a dépassé ses prévisions en 2019



Le Président Directeur Général de ladite compagnie, M. Mark Bristow, a annoncé lors d'une conférence de presse, le jeudi 30 janvier dernier, que le Complexe Loulo-Goukoto a fait une production annuelle de 714.802 onces d'or en 2019. Une production qui dépasse les estimations de l'année.

M. Bristow a rassuré qu'« avec le développement de la troisième mine souterraine du complexe, qui devrait démarrer au quatrième trimestre de cette année, et un programme intensif d'exploration dans la zone de Kéniéba, Loulo-Goukoto a un potentiel important de croissance et est bien placé pour répondre à tous les objectifs de son plan de 10 ans ». Cette conférence de presse a été sanctionnée par le conseil d'administration de la compagnie. À noter que le Complexe Loulo-Goukoto relève de la compagnie minière Barrick Gold Corporation (fusion Barrick/Randgold).



Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Mopti : Crimée-Congo fait des victimes !

14 cas présentant un syndrome hémorragique ont été constatés dans le district sanitaire de Mopti dont 7 personnes décédées et plusieurs personnes mises en quarantaine. Cette mesure énergique consiste à circonscrire la maladie afin d'éviter son expansion. A préciser que l'épidémie de fièvre hémorragique est aussi appelée « Crimée-Congo », une maladie contagieuse.



Le premier cas de cette maladie a été découvert sur Mamadou Dicko, 39 ans. Sa maladie a commencé le 05 janvier 2020, dans les pâturages de l'aire de santé de Sampara. Ramené au village par ses parents pour recevoir des soins, il a malheureusement reçu des soins inappropriés. Il rendra l'âme 8 jours après l'apparition des premiers signes. Toute la contamination est partie de là.

A en croire le directeur régional de la santé de Mopti, les premiers cas de la maladie ont été enregistré début février, dans le village de Kéra. « **Le premier février, nous avons reçu 9 cas de maladie à fièvre hémorragique, qui ont quitté le village de Kéra dans l'aire de santé de Korientzé. Et après des analyses sur les prélèvements, il s'est avéré que c'est la fièvre hémorragique Crimée-Congo** », explique Dr Aguisa Maïga, directeur régional de la santé de Mopti.

Au stade actuel, 7 décès ont été enregistrés suite à cette maladie, rapporte Dr Maïga. « **On déplore, au niveau du village en question, 5 cas de décès et 2 autres cas enregistrés parmi les malades transférés ici à Mopti** », a-t-il précisé.

Les autorités sanitaires conseillent aux populations d'adopter certaines mesures afin de

prévenir une éventuelle propagation de cette maladie. Il s'agit d'isoler toute personne développant les symptômes de la maladie et d'informer rapidement les services de santé. Aussi, elles recommandent aux populations de se désinfecter régulièrement les mains. Ce qui veut dire que le lavage des mains au savon doit être obligatoire, compte tenu de l'urgence de l'heure. L'accès à cette zone est difficile, à cause de la présence des groupes terroristes qui y ont élu domicile depuis un certain temps. Néanmoins, les malades ont pu être évacués dans le district sanitaire de Mopti pour recevoir des soins intensifs.

L'information a été confirmée par les autorités communales de Korientzé. Celles-ci précisent également que des mesures sanitaires sont prises pour éviter la propagation du virus. Ces mesures consistent pour le moment à désinfecter les maisons, disent-elles.

On reconnaît la maladie à l'apparition brutale d'une fièvre qui dure moins de 3 semaines chez un malade gravement atteint et à 2 des signes suivants : hémorragie ou purpura ; épistaxis (saignement de nez) ; hématomèse (vomissement de sang) ; hémoptysie (présence de sang dans les crachats) ; sang dans les selles ; autres manifestations hémorragiques sans fac-

teur de prédisposition connu aux phénomènes hémorragiques.

Il ressort du rapport d'investigation que le samedi, 1er février 2020, aux environs de 11H, le médecin-chef du district sanitaire de Mopti a été informé par le DTC du Cscm de Korientzé que des malades en provenance du village de Kéra (situé derrière le fleuve à 1 km de Korientzé) seraient venus à Mopti sans passer au niveau du CSCOM. Ces malades qui sont de la même famille présenteraient des diarrhées et vomissements. Au même moment, il a contacté le maire pour qu'une mission locale conjointe se rende au village pour les premières investigations.

Dans le district sanitaire de Mopti, les malades ont été isolés. Sitôt informée, la direction régionale de la santé a dépêché une équipe d'investigation sur les lieux.

Le district sanitaire de Mopti, où les cas suspects de fièvre hémorragique ont été notifiés, couvre une superficie de 7 062 km, pour une population estimée, en 2020, à 520 572 habitants. Il compte 27 aires de santé dont 7 non fonctionnelles.

■ Ibrahim Sanogo

Commémoration de la journée du 6 février à Safo : Investir dans les adolescents, filles et garçons...

Le ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille (MPFEF), Dr Diakité Aïssata Kassa Traoré, a présidée dans la Commune rurale de Safo, cercle de Kati, région de Koulikoro, la célébration de la Journée internationale du 6 février, ce jeudi. Le thème de cette année est « Tolérance zéro » aux mutilations génitales féminines/excision (MGF/E).



Le Mali, à l'instar des autres pays, célèbre, chaque année, ladite journée depuis 2004, sous le leadership du ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, en partenariat stratégique avec les départements sectoriels et les organisations de la société civile, avec l'appui des partenaires techniques et financiers. A cette occasion, dans son discours, le MPFEF a adressé, en ce début d'année, ses vœux de bonne et heureuse année, à tous ceux et toutes celles qui ont effectué le déplacement, ainsi qu'à l'ensemble de la population de la Commune de Safo. Depuis 2004, notre pays célèbre chaque année cette journée dont le thème international et

national retenu pour cette 17^e édition est : « Investir dans les adolescents, filles et garçons, à travers la formation et l'information, afin d'assurer l'atteinte de l'objectif tolérance zéro aux mutilations génitales féminines en 2030 ».

Selon le ministre Dr Diakité Aïssata Kassa Traoré, le choix de ce thème n'est pas fortuit. « Il vise à investir dans le renforcement de capacités des adolescents, filles et garçons, pour accélérer l'abandon de la pratique des MGF/E », a-t-elle déclaré.

Le ministre a réaffirmé l'engagement des partenaires techniques et financiers, et des organisations nationales et internationales, pour leurs immenses efforts de soutien, aux actions

de prévention et de réponse aux violences basées sur le genre (VBG), notamment les mutilations génitales féminines/excision.

Elle a souligné les préoccupations majeures de son département, et selon elle qui constituent des défis auxquels nous devons faire face.

Elle a révélé que les résultats obtenus en 2019 sont très éloquentes comme l'intégration de la question de l'abandon de la pratique des MGF/E, dans 122 programmes de développement économique, social et culturel, la formation de 2102 élus communaux, la formation de 117 députés et assistants parlementaires et les déclarations publiques ou individuelles contre la pratique des MGF/E par 1694 leaders d'opinion, etc.

« Ces résultats sont le fruit des actions qui ont été réalisées sur le terrain par tous les intervenants étatiques et non étatiques avec l'accompagnement des partenaires techniques et financiers », indique le ministre.

Sur le choix de Safo d'abriter la journée, elle a dit : « En effet, le choix de Safo, pour abriter les cérémonies commémoratives de la journée du 6 février dont le thème est dédié à la Jeunesse, en est une parfaite illustration.

Au regard de ces acquis, le ministre Dr Diakité Aïssata Kassa Traoré a remercié les plus hautes autorités de notre pays, au premier chef, le président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta, et le chef du gouvernement, Dr Boubou Cissé, pour tout le soutien qu'ils apportent à la réalisation des droits de la femme et de l'enfant, en vue de leur autonomisation et leur épanouissement.

« Mes sincères salutations et remerciements à la Coopérative des femmes pour l'éducation, la santé familiale et l'assainissement (Cofesfa Yiriwaton), et ses partenaires financiers, pour leurs efforts de développement et de changement social, dans la commune rurale de Safo. En témoignent les résultats positifs que nous célébrons aujourd'hui », se félicite le ministre.

La Journée internationale « Tolérance zéro à MGF d'ici 2010 » a été instituée par le comité interafricain sur les pratiques traditionnelles ayant effet sur la santé des femmes et des enfants (CI-AF) lors d'une Conférence internationale tenue à Addis Abeba 6 février 2003.

■ Ibrahim Sanogo

Gaz domestique : Un ouf de soulagement pour les Bamakois !

Les sociétés de distribution de gaz domestique ont décidé de rentrer dans leur boutique pour reprendre le service sans être en possession de leur dû. Cela sur l'engagement du gouvernement de régler une bonne partie des factures impayées de 2019 avec la ligne budgétaire de 2020. Mais cette réconciliation, entre professionnels de gaz butane au Mali et le gouvernement malien cache les germes d'une autre crise dans le sous-secteur du gaz domestique.

L'annonce de la reprise des services de distributions du gaz a été officiellement faite aux hommes de médias, le mercredi 5 février 2020, par le président du Groupement des Professionnels de gaz butane au Mali, Oudiary Diawara, à la faveur d'un point de presse qu'il a animé au siège social de Sodigaz. Si cette reprise des opérations ne connaît, pour l'instant, aucune flambée du prix des bouteilles, le président du groupement précise aussi qu'elle reste timide et très précaire.

A l'en croire, la timidité dans la reprise des opérations s'explique par le fait qu'aujourd'hui aucune société de distribution du gaz n'a reçu un copeck de l'Etat. « L'engagement du gouvernement, concrétisé par l'ouverture des crédits budgétaires, aboutissant à des mandats de paiement par le Trésor public, a permis à certains opérateurs de convaincre leurs partenaires (banques et fournisseurs) pour la reprise des opérations », informe le président du Groupement. Par ailleurs, le groupement prend aussi l'opinion nationale et internationale à témoin sur le fait qu'en 2020 aucune piste de financement de la subvention n'est connue à ce jour. « Les crédits de 2018 et 2019 seront payés partiellement sur le budget de 2020, estimé à environ 5 milliards de F CFA sur les 7 milliards que l'Etat doit aux sociétés de distribution », regrette le conférencier qui estime que le mécanisme de financement des subventions par le gouvernement n'est pas adapté.

Selon le conférencier, la reprise des opérations est le fruit des accords obtenus à l'issue de rencontres et de dialogues avec les pouvoirs

publics. « En substance, le gouvernement s'est engagé à régler une bonne partie des factures impayées de 2019 avec la ligne budgétaire de 2020 », explique Oudiary Diawara.

Le groupement rappelle que la crise qui prévaut dans le sous-secteur du gaz n'est nullement une grève encore moins une volonté

délibérée de rétention du produit, mais juste une crise de trésorerie aigüe due au manque de paiement du différentiel de prix pendant toute l'année 2019.

Le groupement soutient le gouvernement dans la recherche de mécanismes plus efficaces de financement du gaz et l'invite à accélérer le paiement des factures en souffrance pour permettre aux opérateurs d'approvisionner le pays, en prévision du mois béni de Ramadan. Le groupement dénonce, par ailleurs, le comportement spéculatif de certains opérateurs du secteur informel, la passivité du gouvernement, des associations de défense des consommateurs et surtout de la population mue par la fausse conviction qu'un bon musulman ne doit pas dénoncer son prochain. Il invite le gouvernement à interdire strictement l'importation frauduleuse et l'emplissage de vieilles bouteilles ainsi que leur transvasement qui constituent aujourd'hui un vrai danger pour les consommateurs.

■ Ibrahim Sanogo





Éducation Nationale : Fin de la concertation régionale pour l'amélioration de la gestion de l'école

Les responsables des Académies d'enseignement des Rives gauche et droite de Bamako ont, durant 2 jours (du lundi 3 au mardi 4 février), assisté à une table ronde de concertation régionale organisée par le projet dans le cadre de la FCM (Formation Continue des Maîtres). Ce, pour renforcer et améliorer le savoir-faire des responsables de l'enseignement et rappeler aux participants leur rôle et responsabilité dans la gestion de l'école malienne. La cérémonie a eu lieu dans les Académies des rives droite et gauche de Bamako.

Rappeler à l'ensemble des acteurs de l'Éducation leurs rôles et responsabilités dans la gestion de l'école ; approfondir la compréhension reliée au suivi de la FCM ; miser sur l'importance du suivi dans la mise en œuvre des plans de formation annuels élaborés... tels sont, entre autres, les objectifs de cette table ronde de concertation qui a eu lieu dans les Rives droite et gauche de Bamako.

Selon la Directrice de l'Académie d'enseignement de la Rive droite, Mme Touré Zahiatou, cette table de concertation vise à améliorer

les « façons de faire des enseignants » dans les milieux scolaires. À ses dires, elle permettra d'améliorer le système éducatif : « La table de concertation ne concerne pas que les enseignants, ils sont les premiers bénéficiaires de la formation, mais elle concerne plutôt l'ensemble des acteurs de l'éducation », a-t-elle confié.

Pour sa part, Abdoulaye Diallo, chef de Division de Formation de l'Académie Rive droite a donné plus de précision sur le thème de la rencontre : « La thématique de cette année, c'est le suivi des activités de formation exécutée au niveau des CAP et des CA des maîtres. Pour ce faire, trois domaines sont privilégiés, à savoir : faire le suivi sur la FCM ; analyser les données des communautés d'apprentissage des maîtres ; comment faire pour le suivi au niveau des CA et des FCM ».

Il a précisé que chaque participant est appelé, via cette formation, à faire le bilan des activités exécutées courant l'année précédente et celles à venir. M. Diallo a indiqué que la table de concertation vise à renforcer le savoir-faire des acteurs de l'Éducation en vue d'avoir un «

meilleur rendement scolaire ».

Selon le chef de Division de Formation de l'Académie Rive droite, « Les dix actions de formation programmée ont été exécutées l'année dernière par les enseignants bénéficiaires de la formation, ce malgré des perturbations de cours. Les formations de 2019 ont donc porté fruit, et les maîtres ont commencé à avoir l'engouement de la formation ».

Pour Souleymane Laminia Traoré, la table de concertation est une rencontre « d'échanges et de discussions » entre enseignants afin de permettre la correction des insuffisances. Ce, pour relever les défis, et s'adapter à l'évolution du temps.

Au cours de cette séance, les responsables de l'Éducation et les partenaires sociaux ont été sensibilisés sur leurs rôles et responsabilités dans la gestion de l'école et en FCM, le suivi de la mise en œuvre des plans de formation annuels a été réalisé. Les actions exécutées ont fait l'objet de présentation, de discussions et d'analyses. Le rapport d'analyse des résultats du DEF 2019 et des recommandations qui en découlent ont été partagés avec les participants.

Rappelons que les Directeurs de Centres d'Animation Pédagogique (DCAP) des Académies d'enseignement des Rives droite et gauche, les représentants de la Direction Nationale de l'Enseignement Normal (DNEN), les directeurs des IFM ainsi que des conseillers pédagogiques, des maires de communes... ont tous pris part à ces deux jours de concertation en FCM.

■ **Mamadou Diarra**

FSEG : Quels rôles pour la jeunesse face à l'insécurité au Mali?

La semaine de citoyenneté du club Unesco de la Faculté des Sciences de l'Economie et de Gestion (FSEG) a eu lieu courant janvier 2020 sur la colline de Badala. L'objectif de cette semaine était de contribuer au maintien de la paix et de la sécurité au Mali. C'était en présence de la secrétaire générale du club Unesco, Sarata Niafo, la marraine de la cérémonie, Mme Diallo Kadia Maïga, le doyen de la FSEG, Dr Soboua Théra et plusieurs autres personnalités. Organisé par le club Unesco, cette première

édition de la semaine de citoyenneté qui s'étendait sur quatre jours visait, selon les organisateurs, à contribuer au maintien de la paix et de la sécurité à travers l'éducation, la science, la culture, la collaboration entre les nations afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous. Au cours de la semaine, étaient au programme, entre autres : des conférences débats, des formations en informatique, des visites d'industries, un match de football entre les membres

du club Unesco et les porteurs d'uniforme et enfin une soirée traditionnelle pour montrer la place de la culture dans la consolidation de la paix. Cette semaine s'adressait à la Jeunesse malienne dans son ensemble pour lui permettre de jouer pleinement rôle dans la consolidation de la paix. D'où le thème : « Insécurité au Mali : Quels rôles pour la jeunesse ? ».

Selon la secrétaire générale du club Unesco, Sarata Niafo, le choix de ce thème se justifie par la situation actuelle de notre pays et tous les défis qui accablent les jeunes. Il vise à créer un créneau d'échanges avec les experts en vue de trouver une solution durable à la question de la participation à la jeunesse à la résolution non-violente des conflits. Pour elle, le club œuvre à travers différentes activités pour contribuer à l'émergence d'un monde de paix et pour le développement durable du Mali. Il privilégie des actions de formations à la citoyenneté, la culture de la paix et la non-violence, la promotion des droits humains, de l'éducation et de l'alphabétisation, ajoutera-t-il.

Par ailleurs, selon la secrétaire générale du club Unesco, Sarata Niafo, le club Unesco de la FSEG a participé à toutes les grandes activités organisées par la Femacau comme : l'atelier de réflexion et d'échanges pour un milieu universitaire apaisé et sans violence, en partenariat avec le programme promotion de la paix au Sahel du Mali à Ouélessébougou, en avril 2019, la 15ème édition du camp chantier international de reboisement et d'échanges culturels à Ségou, en août 2019, la célébration de la journée internationale de la paix à Sikasso, en septembre 2019, la formation des formateurs pour la promotion de la masculinité positive chez les jeunes hommes et les adultes pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes à Bamako en décembre 2019 et plusieurs d'autres activités.

Quant à la Marraine de la cérémonie et non moins secrétaire générale de la Commission nationale Malienne de l'Unesco et l'esco, Mme Diallo Kadia Maïga, elle a réitéré sa disponibilité à accompagner les initiatives qui favorisent la paix, le développement durable et l'éducation à la citoyenneté. Elle a félicité les clubs Unesco de la FSEG pour l'organisation de cette semaine en faveur de la culture et la citoyenneté.

■ Daouda S. Dao



Législatives 2020 : Mahmoud DICKO trahi ?



L'Imam Dicko demandant la suspension devant le bureau de la CMAS sans Kaou Djim

Il est tôt pour affirmer, arguments bétons à l'appui, que le Parrain de la CMAS a été trahi par son homme de confiance et que cela explique le retrait du mouvement politico-religieux des Législatives 2020. Mais, il s'agit d'une hypothèse à ne pas exclure. Et si, par hasard, elle s'avère juste, ce serait la deuxième fois que l'imam DICKO subit un tel affront.

A priori, lorsqu'il y a une main de moins autour du plat, cela dégage un peu plus à manger pour les autres. Au contraire, lorsqu'un bras très valide se retire de la charge à porter ensemble, cela fait un poids supplémentaire à soulever pour chacun. Tout dépend donc de la perspec-

tive à partir de laquelle on se place.

En ce qui concerne le sujet ici exposé, les différentes formations politiques, associatives, la société civile, des indépendants, bref, aucun des acteurs intéressés par les législatives 2020 au Mali ne sera indifférent face à la grande nouvelle de la prise de congé prématurée de la CMAS de ces joutes électorales.

A commencer par la CODEM de Poulo. Et pour cause ! Issa Kaou DJIM avait décidé que la CMAS allait participer aux élections en compagnie de la seule CODEM et en exclusion de tout ce qui s'apparente au Mouvement démocratique - grâce à qui on peut voter dans la diversité de-

puis 1992 au Mali. Et grâce à qui on peut s'organiser, manifester et écrire dans la presse de son choix.

Donc, si la CMAS se retire de la course aux écharpes de députés, cela retire forcément des atouts des mains de Housseini Amion GUINDO, ex RPM, ex Adema et ex Mouvement démocratique donc ! Ce qui revient à dire que l'exclusivité accordée à la CODEM et retirée lui enlève un atout considérable.

Au contraire de la formation de la quenouille bien d'autres listes pourraient pousser un ouf de soulagement en apprenant la «bonne nouvelle» : cela fera moins de mains mangeuses autour du plat législatif. Et quelle main ! Car la CMAS faisait figure d'ogre qui allait biaiser le scrutin.

La politique n'est pas notre arène, mais nous y sommes descendus

Pour rappel, «Le très respecté imam Mahmoud DICKO», pour reprendre la formule sacrée et consacrée au sein du plus politique des regroupements maliens, s'est invité en catastrophe et l'air très alarmé au siège du mouvement politico-religieux dont il est le vénéré guide et parrain en début de semaine pour délivrer, vite fait bien fait, une oukase. Il expliqua en substance : «nous nous sommes fourvoyés dans un monde





qui n'est pas le nôtre (la politique), retirez-vous de la course à la pêche des écharpes de députés. C'est mon souhait (traduction : je vous l'ordonne). Nous ne sommes pas prêts, le mouvement n'est pas encore prêt. Continuez l'implantation et la structuration d'abord, on verra ensuite.»

Pourquoi ce revirement spectaculaire ? Mahmoud DICKO a clairement laissé entendre un indice qui voudrait dire : j'aurais appris des choses, j'ai compris certaines choses. Lesquelles ? C'est sûr, quelque chose l'avait ébranlé. De quoi s'agit-il ? A-t-il reçu des ordres de quelque part ? A-t-il découvert une trahison, un agissement déloyal ou une insuffisance notoire dans l'implantation de la CMAS ? Dans l'état actuel des choses, nous en sommes réduits à avancer des hypothèses ; qui restent à confirmer donc.

Une de ses hypothèses qui vient à l'esprit est liée à l'homme en qui il avait placé une confiance totale et plus solide que de l'acier suédois : Issa Kaou DJIM, son porte-parole, le Coordinateur général de la CMAS, son bras droit et son incarnation personnifiée. Comme le montre la photo qui illustre cet écrit, Issa Kaou DJIM n'est pas assis sur la droite du Parrain. Il n'est même pas dans la salle. Il n'a pas été invité, nous a-t-on dit. Issa Kaou DJIM a été désavoué par le « très respecté », affirment les langues bien introduites. Si cela s'avère vrai, ce serait l'écroulement de tout un monde ; surtout quand on sait le lien intime qui unit les deux hommes. Et cela expliquerait la dévastation émotionnelle que le Parrain essayait de cacher à ses ouailles au moment de délivrer son message.

Et une fois qu'il avait fini son laïus, son geste héroïque (l'effort réussi à tenir ses états d'âme sous couvercle) a été salué par une chaude, nourrie et spontanée salve d'applaudissements (rares en ce genre de milieux) à la place des « Takbirs ». Les destinataires du message ont compati à la douleur profonde du Guide et ont tenu à le lui manifester. Le message étant : nous te comprenons cher adoré et respecté Parrain, nous sommes d'accord sans réserve et ta volonté sera faite. Soyez en sûr.

Au passage, certains observateurs estiment au contraire que cette « dramatisation et théâtralisation » viendrait du fait que Mahmoud DICKO avait découvert qu'il allait vers un échec cuisant aux élections. Un fiasco. Que remplir le Stade du 26 Mars (50-60.000 places assises) de foules unies par le rejet de IBK ne signifierait pas rafler des voix électorales. D'autres soutiennent d'autres points de vue plus ou moins difficiles à vérifier.

Remuer le couteau dans une plaie à peine cicatrisée

L'annonce de la participation de la CMAS aux législatives 2020 avait plongé le pays, même si cela n'était vraiment pas surprenant, dans une stupeur sans nom. Ce fut un vrai coup de tonnerre assommant pour certains. Et pour troubler encore plus le marigot politique, Issa Kaou DJIM avait annoncé que la CMAS allait nouer des alliances électorales, mais jamais avec les entités issues du Mouvement démocratique ; que Mahmoud DICKO avait rendu responsables de l'état du pays. Et, dans la foulée, DJIM le Coordinateur général de la CMAS avait noué une al-

liance exclusive avec la CODEM (voir plus de détails sur ce sujet dans le numéro d'hier de Malikilé).

On en était là jusqu'au lundi 3 février dernier et la réplique du séisme créé par l'annonce de la participation du mouvement aux législatives : le retrait. Il est évident qu'en édictant le forfait, l'imam DICKO a remis en question une stratégie, une orientation ou autre mal agissement. Une trahison, peut-être. Et DJIM est le seul à qui il avait donné toute la responsabilité. Et si l'hypothèse de la trahison du Coordinateur général est avérée, cela ne pourrait qu'atteindre le Parrain au plus profond de lui-même et rouvrir le souvenir d'une semblable plaie cicatrisée à peine avec la création de la CMAS.

En effet, Mahmoud DICKO, pour s'élancer à la conquête du pouvoir, avait d'abord créé un premier mouvement aux débuts des années 2000 : Sabati. Il avait « été trahi », en 2018, par son « Petit balafoon » (son bras droit) Moussa Boubacar BA ; qui s'est depuis approprié le mouvement. La crise est née autour du positionnement derrière un candidat pour les présidentielles de 2018. Le Guide suprême voulait soutenir le candidat Aliou DIALLO. Quant au bras droit, il optait pour IBK. Ce dernier l'a emporté.

Le spectre de 2018 revient-il en 2020 ? Et c'est à la veille d'une autre élection que le remplaçant de Moussa Boubacar BA à la tête du mouvement ayant remplacé Sabati lui aurait aussi réservé (à Mahmoud DICKO) le même sort ? Il devrait prendre la tête lui-même !

■ Amadou TALL

Les négociations du haut représentant du chef de l'Etat pour le centre : Les démarches de Dioncounda « n'engagent pas le gouvernement malien d'après Tiéblé Dramé »



A la faveur de la présentation des vœux du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale à la presse, celui-ci a été on ne peut plus clair sur la position de l'Etat malien par rapport aux négociations engagées par le Haut représentant du chef de l'Etat pour le centre avec les chefs terroristes Iyad Ag Ghali et Amadou Kouffa.

Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, son excellence Monsieur Tiéblé Dramé, a présenté ses vœux du nouvel an à la presse nationale et internationale, le mardi 28 janvier dans la salle de conférence de son département. A l'entame de ses propos, le ministre s'est incliné devant le sacrifice de tous les journalistes qui ont perdu la vie dans l'accomplissement de leurs missions et de souhaiter une libération pure et simple de tous ceux qui sont détenus dans l'exercice de leurs fonctions.

Le ministre Dramé a exprimé une pensée pieuse à tous les compatriotes qui vivent dans les conditions extrêmement difficiles et précaires, selon lui, 2019 a été une année noire pour notre pays avec son corollaire d'attaques terroristes notamment Ogossagou, Boukessi, Indelimane, etc. Il a aussi rappelé que face à la recrudescence des attaques djihadistes, les autorités du Mali ont mis tout en œuvre pour chercher des voies et moyens afin d'y trouver des réponses adéquates. Le dialogue national inclusif est né de la volonté du peuple malien qui croit à la vertu du dialogue et de la concertation. Selon le numéro 1 du département des Affaires étrangères, le dialogue national inclusif a été une

réussite, puisqu'il a permis à toutes les forces vives de la nation malienne, de se retrouver et de parler du Mali. Il a assuré que le gouvernement va s'atteler à la mise en œuvre des résolutions et recommandations du Dialogue national inclusif.

Tiébilé Dramé a passé en revue les grandes lignes du sommet de Pau en France. Les multiples attaques contre les casernes militaires au Mali, au Niger et au Burkina Faso ont soulevé un vent de révolte contre la politique française au Sahel. Les populations des trois pays nommés ci-dessus n'ont pas hésité à marcher pour réclamer le départ des troupes françaises de leur territoire.

Ce sentiment de révolte a été vu du côté de l'hexagone comme étant un sentiment anti-français, ce qui a poussé le Président Emmanuel Macron à organiser ce sommet pour demander aux chefs d'Etat du Sahel de clarifier leur position. Selon Monsieur le ministre, ce sommet de Pau a été « un moment de vérité et un moment de clarification », et d'ajouter que des décisions importantes ont été prises notamment : la mise en place d'une coalition internationale pour le Sahel qui mettra un accent particulier sur le volet développement, le renforcement et la poursuite de l'action militaire française dans le Sahel. En matière d'appui au retour de l'Etat et des administrations sur le territoire, les chefs d'Etat se sont engagés à « prendre toutes les mesures visant à accélérer un retour de l'administration et des services publics sur l'ensemble des territoires par la question ». Cet effort s'appliquera prioritairement à

Kidal. Monsieur le ministre a indiqué qu'un bataillon de l'armée malienne composé de 428 hommes sera redéployé à Kidal.

S'agissant des négociations que le Haut représentant du Chef de l'Etat pour le centre a engagées avec Iyad Ag Ghali et Amadou Kouffa, Monsieur Tiébilé Dramé dira que ces négociations n'engagent nullement l'Etat malien. Il faut rappeler que l'ancien président par intérim, le professeur Dioncounda Traoré a animé un point de presse au cours duquel il a déclaré officiellement avoir envoyé des émissaires auprès de Kouffa et Iyad sans donner plus de détail. Nous rappelons que l'une des recommandations du Dialogue national inclusif est d'engager des discussions avec les chefs djihadistes pour arrêter l'effusion de sang. Le ministre des Affaires étrangères a clairement indiqué que le gouvernement n'a rien entrepris dans ce sens.

Interrogé sur la libération de l'ex-putschiste Amadou Haya Sanogo et co-accusés, Tiébilé Dramé dit mesurer la complexité de la crise que nous connaissons. « Nous avons besoin de plus d'alliés pour éviter que notre pays ne s'effondre. Personnellement, j'ai fait le choix de tout mettre en œuvre pour sauver ce pays ». Sa position d'anti-putschiste reste inchangée.

Le ministre des Affaires étrangères n'a cependant pas jugé utile de commenter une décision de justice et de conclure que notre pays vit encore les conséquences de l'interruption démocratique et constitutionnelle de 2012.

■ Mamadou Macalou

Vente de têtes et de pieds de ruminants : Un business peu attractif mais lucratif

Ce n'est pas une activité qui attire du monde. Mais, les rares personnes que les odeurs et la fumée ne rebutent pas, en tirent des gains substantiels.

De nos jours, des hommes et des femmes de tous âges exercent le commerce de têtes et pieds de ruminants. À Bamako, ces marchands sont présents un peu partout au niveau des marchés. Pour ces personnes, il n'y a pas de sot métier. Il s'agit pour elles de gagner leur subsistance à la sueur du front. Et elles semblent très loin de l'oisiveté.

Nous sommes vendredi au quartier « Sans-Fil », en Commune II de Bamako. À proximité de l'abattoir, des hommes, environ une quinzaine, sont à la tâche. Certains grillent des têtes et pieds de moutons et de chèvres. D'autres ont pour tâche exclusive d'épiler les pieds. À côté d'eux, sont étalés à même le sol des tas de têtes et de pieds de moutons et de chèvres. De gros fagots brûlent et dégagent de la fumée.

Mamadou Coulibaly fait partie du groupe. Il transpire et de grosses gouttes de sueur couvrent son front. Le trentenaire gratte, à l'aide d'un outil tranchant, une tête de mouton. L'homme la remet aussitôt au feu. Un garçon l'assiste dans l'accomplissement de cette tâche ardue. Ce dernier s'occupe des pieds. Mamadou Coulibaly exerce ce métier depuis 2000. « Nous achetons les têtes et les pieds de petits ruminants à l'abattoir avec les bouchers, les revendons en ajoutant notre bénéfice. Pour ce faire, nous les préparons en les brûlant et en enlevant les poils, avant de les vendre sur place ou sur différents marchés », explique-t-il.

Mamadou achète la marchandise en gros. Selon lui, les prix sont variables. « Avant, c'était moins coûteux à l'abattoir. Actuellement, c'est cher, le nombre de demandeurs et de revendeurs augmente. On achète une tête entre 1.500, 1.750 et 2.000 FCFA pour la revendre entre 2.500 à 3.000 FCFA selon sa

masse. Il n'y a pas assez de bénéfice, mais c'est mieux que de voler », indique-t-il.

À côté de Mamadou, trois hommes sont en grande discussion au sujet des têtes et des pieds. Mohamed Sidibé est l'un des protagonistes. Le jeune homme accepte de raconter son histoire en lien avec ce travail qui semble nourrir son homme. « Je tiens cette activité de mes parents. J'ai commencé à l'exercer, il y a environ quatre ans. Depuis que nous avons commencé, nous nous débrouillons assez bien. C'est mieux que de quémander ou de vagabonder. J'arrive à trouver mon gagne-pain. Également, j'emploie des jeunes que je paie à la fin de la journée. Une seule personne ne peut pas le faire », explique le jeune originaire du Cercle de Nara, dans la Région de Koulikoro.

L'homme précise qu'il réalise plus de ventes les week-ends. Les femmes viennent s'approvisionner chez lui. Il livre la marchandise à des clients opérant dans différents marchés. Ce



qui ne semble pas suffire souvent pour écouler tout le stock.

Pour y arriver, M. Sidibé se dit obligé de se promener de marché en marché. « Si on ne le fait pas, ça peut pourrir. Nous avons l'habitude de les confier à des propriétaires de frigos pour les garder au frais en raison de 50 FCFA la tête. Mais en cas de coupure d'électricité, nous enregistrons des pertes. Heureusement qu'on est en période de fraîcheur », détaille-t-il, soulignant que l'affluence est timide ces derniers temps. « Tu vois, toutes ces têtes sont là depuis hier. Sur 20 têtes achetées, j'ai pu vendre seulement sept et garder les 13 restantes dans le frigo. Les jours heureux, je peux vendre 40 têtes quotidiennement », ajoute-t-il.

PROBLÈME DE CONSERVATION- Tout comme lui, Cheikna Sanogo évolue dans la vente des têtes et pieds de ruminants. « Je le fais depuis 3 ans. Je suis avec quatre autres personnes. Nous travaillons du lundi au vendredi », révèle-t-il, précisant que ça ne se passe pas sans difficultés.

Comme difficultés récurrentes, tous ces intervenants soulignent le problème de conservation surtout en période de chaleur, la cherté du charbon de bois, les effets néfastes du feu. Malgré cela, ils ne baissent pas les bras. Chaque jour, ils sont à la tâche pour servir les clients. Siriba Diané fait partie de cette clientèle. Il vient d'acheter deux têtes de mouton.

« Je suis bien attaché à ces têtes pour pouvoir bien manger avec ma famille. C'est du produit frais. J'achète et Mme fait de la bonne sauce que nous allons savourer pendant deux jours », confie cet enseignant. Cet abonné qui fréquente les lieux depuis sept ans, encourage les jeunes qui exercent cette activité : « Ceux qui en vivent doivent être fiers. Ces petits métiers créent de l'emploi. Vu le contexte actuel du pays, les jeunes sont livrés à eux-mêmes ». Cet endroit n'est pas le seul à Bamako reconnu pour la vente des têtes de ruminants. Devant la Paierie générale du trésor, des vendeurs de têtes de moutons sont installés. Dès qu'un passant s'intéresse à eux, chacun essaie de l'attirer vers sa marchandise. Moussa gare sa voiture. Un homme et une femme courent à sa rencontre. « Qu'est-ce que vous désirez. Tête de bœuf, pieds ? J'en ai tout frais », propose la dame, tenant deux têtes de moutons dans les mains. « C'est généralement les vendredis soirs que j'achète ces têtes et pieds pour le petit-déjeuner du samedi. J'aime la sauce préparée avec la tête de mouton », justifie le client, tout en souriant.

Ici, la particularité est qu'ils vendent aussi des têtes et pieds de bœufs. « Nous avons des clients qui nous livrent les produits déjà prêts. Mais, nous les lavons proprement pour les rendre plus attrayants », explique Tiémoko. Selon lui, le marché est florissant surtout les

vendredi et samedi. « Nous vendons les grosses têtes à 2.250 FCFA, et entre 2.500 à 3.000 FCFA les vendredi et samedi. Un pied de bœuf est cédé à 1.500 voire 1.750 FCFA. Les petits pieds, eux, sont vendus à 1.250 FCFA l'unité », informe Tiémoko. Il tient cette activité de sa mère qui, à cause du poids des ans, lui a cédé sa place. « Si tu commences un tel boulot, tu ne vas pas t'arrêter. Souvent, nous pouvons vendre 30 têtes de bœuf par jour. Les week-ends, ce nombre s'élève à 50. Tu vois, nous avons plus de 50 têtes aujourd'hui. À peine nous avons commencé la vente, nous avons déjà vendu plus d'une vingtaine », argumente le jeune commerçant.

De cette place, nous nous sommes rendus à Dravéla. Là-bas, Mariam Diakitè est connue pour la vente de têtes et de pieds de bœufs. Elle pratique ce commerce depuis plus de 30 ans. « J'ai trouvé tout dans cette activité. Je ne dépends de personne grâce à Dieu », se réjouit la sexagénaire qui vend les pieds de bœufs, que son fils boucher lui livre. Mariam se fait aussi aider par sa fille, après les classes. « Je me charge de les mettre dans de l'eau chaude. Ma fille les rase. Chaque jour, je peux préparer dix pieds de bœufs, cinq têtes de bœufs et un sac de têtes de moutons », ajoute la vendeuse Mariam Diakitè.

■ Aminata Dindi SISSOKO

SAER EMPLOI
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest

Côte d'Ivoire : Laurent Gbagbo réclame à La Haye sa remise totale en liberté

L'ancien président ivoirien, Laurent Gbagbo, a déposé une requête devant la chambre d'appel de la Cour pénale internationale à La Haye. Assigné à résidence depuis son acquittement en janvier 2019, il réclame une liberté sans condition. Des audiences dans l'affaire Gbagbo-Blé Goudé débutent à la Cour pénale internationale de La Haye, jeudi 6 février. L'ancien président ivoirien réclame la levée des conditions



L'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo devant la CPI, le 15 janvier 2019.

assorties à sa libération, dont l'interdiction de quitter Bruxelles, où il réside depuis son acquittement le 15 janvier 2019.

"Les avocats de Laurent Gbagbo estiment que la décision du tribunal est arbitraire", explique la correspondante de France 24 à La Haye, Stéphanie Maupas. Selon eux, Laurent Gbagbo "ne peut pas quitter la capitale belge sans autorisation. [...] Il ne peut donc pas jouir de ses droits civiques et politiques ni participer à la vie politique de son pays."

Opposition de la Côte d'Ivoire

Les avocats de la Côte d'Ivoire, présents à la CPI jeudi matin, s'y opposent car "une libéra-

tion inconditionnelle et un retour de l'ancien Chef d'État dans son pays pourrait entraîner des troubles à quelques mois de l'élection présidentielle".

Acquitté depuis plus d'un an des accusations de crimes de guerre et crimes contre l'humanité, l'ex-président ne peut pas regagner son pays, la Côte d'Ivoire, jusqu'à ce que la Cour statue sur l'appel déposé par la procureure Fatou Bensouda.

"Cet appel ne sera pas tranché avant de nombreux mois, et certainement pas avant la présidentielle ivoirienne en octobre prochain", rappelle Stéphanie Maupas.

Le président de la CENI en Guinée sur le couplage des élections : "Je n'ai pas été consulté"

Le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) était face à la presse ce mercredi, 05 février 2020, pour donner des explications sur le report des élections législatives du 16 février au 1er mars



2020. Me Salifou Kébé évoque des raisons techniques et sécuritaires.

Répondant à la question d'un journaliste sur le couplage des élections référendaire et législative, Me Kébé se dit surpris d'entendre la nouvelle.

«Personnellement, en tant que président de l'institution, la Commission électorale nationale indépendante, je n'ai pas été consulté sur la question. Dire que les deux élections vont être cumulées, je ne pouvais pas le préjuger.

C'est le couplage qui pose problème et là je l'ai appris que très tard dans la nuit parce que je n'ai pas suivi le décret», explique-t-il devant les journalistes.

Pour rappel, le décret couplant les élections législatives du 1er mars 2020 avec le référendum a été rendu public mardi 04 février à la télévision nationale.

■ Mamadou Kouyaté

L'Algérie «surprise» par les critiques d'Erdogan sur la colonisation française : Le passé de la Turquie dans les têtes?

Comme en janvier 2012, le Président Recep Tayyip Erdogan a provoqué mercredi 29 janvier une polémique sur le passé colonial de la France en Algérie, l'accusant d'avoir commis un génocide dans ce pays. Or, selon des responsables algériens, le passé de la Turquie avec l'Algérie est aussi sujet à discussions.

Lors de la visite officielle du Président turc en Algérie les 26 et 27 février 2018, le quotidien national turc Daily Sabah avait écrit que les deux pays, qui avaient des points de vues diamétralement opposés sur des dossiers sensibles comme la Libye et la Syrie, pourraient user des forts liens historiques entre les deux nations pour assoir une base pour un dialogue serein.

L'Algérie et la Tunisie unifient leurs positions sur la crise en Libye, l'«Accord du siècle» et le terrorisme

«Les fondements des liens historiques et culturels entre la Turquie et l'Algérie ont été jetés à l'époque de la régence d'Alger entre 1516 et les années 1830», avait écrit le Daily Sabah, précisant que les relations entre les deux pays s'étaient développées sur une base saine après l'indépendance de l'Algérie. Le média n'a fait aucune mention de la politique turque controversée durant la guerre d'Algérie (1954-1962).

L'histoire des relations algéro-turques vues d'Alger

Or, à Alger, l'Histoire n'est pas vue de la même façon. Et pour preuve, les propos échangés par Recep Tayyip Erdogan et Ahmed Ouyahia (actuellement en prison pour des affaires de corruption), en janvier 2012, tous les deux en qualité de Premier ministre, concernant des déclarations faites par le dirigeant turc, en décembre 2011, à l'égard de la France, l'accusant de génocide en Algérie durant la période coloniale, au moment où le parlement français adoptait la loi sur le génocide arménien.

Le Président algérien Abdelmadjid Tebboune



et son homologue tunisien Kais Saïed L'Algérie va aider financièrement la Tunisie en y injectant 150 millions de dollars

«Nous disons à nos amis [turcs, ndlr] de cesser de faire de la colonisation de l'Algérie un fonds de commerce», avait déclaré à la presse M. Ouyahia à l'issue d'une réunion de la direction de son parti, le Rassemblement national démocratique (RND). «Chacun est libre dans la défense de ses intérêts, mais personne n'a le droit de faire du sang des Algériens un fonds de commerce», avait-il ajouté. Et de remonter un peu plus dans l'Histoire, le responsable algérien a rappelé que la Turquie «avait voté à l'Onu contre la question algérienne de 1954 à 1962» pendant la guerre d'indépendance contre la France. «La Turquie qui était membre de l'Otan pendant la guerre d'Algérie, et qui l'est encore, avait participé comme membre de cette Alliance à fournir des moyens militaires à la France dans sa guerre en Algérie», avait-il expliqué.

La mémoire coloniale, «une question sensible»

La France déclare son «respect pour la souveraineté de l'Algérie» et souhaite renforcer sa coopération

Le quotidien national turc Daily Sabah a révélé mercredi 29 janvier que lors de la visite du Président Recep Tayyip Erdogan en Algérie, son homologue Abdelmadjid Tebboune lui a affirmé que «la France avait massacré plus de cinq millions d'Algériens en 130 ans».

Le ministère algérien des Affaires étrangères a réagi à ces propos dans un communiqué relayé par l'Algérie Presse Service (APS), affirmant que «l'Algérie était surprise par une déclaration faite par le Président turc Erdogan», tout en précisant que la déclaration en question a «été attribuée au Président de la République Abdelmadjid Tebboune». Le ministère algérien a estimé que «les déclarations d'Erdogan ne participaient pas aux efforts consentis par l'Algérie et la France pour régler les problèmes de mémoire».

Sur fond de cette polémique, le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, a déclaré dans une émission conjointe de médias français (RTL, LCI et Le Figaro), que son pays souhaitait qu'un «travail de mémoire» soit réalisé avec l'Algérie, souhaitant qu'il soit fait «de manière sereine, y compris avec les historiens algériens».

Championnat National : Classement des deux poules

Le championnat national de première division est à sa 17^e journée avec quelques matches en retard du Djoliba qui disputait la Coupe de la Confédération. En attendant la programmation de la prochaine journée, nous vous présentons le classement de chacune des deux poules qui restent dominées par le Djoliba AC et le Stade malien de Bamako.

Championnat : Le Stade reconforte sa position, le LC BA pulvérise
Championnat: Quatre matches au programme de ce dimanche
Championnat: Duel pour le podium entre Onze Créateurs et COB
Championnat: Des matches diffusés par une chaîne locale privée
Transfert: Un Malien s'engage avec le TP Ma-

- zembe
Poule A
1-Djoliba: 39points
2-LC BA: 31points
3-AS Réal: 29points
4-CS Dougouwolofila: 28points
5-AS Police: 27points
6-AS Bakaridjan:23points
7-AS Nianan: 21points
8-ASB: 18points
9-Sonni de Gao: 16points
10-Mamahira AC: 14points (-10)
11-Avenir AC de Tombouctou: 14points (-20)
12-AS Performance: 9points

■ Alassane Cissouma



malikile.com
LA PREMIÈRE PLATEFORME DE DISTRIBUTION DE COMMUNIQUÉS ET DE RELATION MÉDIAS ET BIEN D'AUTRES SERVICES ! *

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! *



Bélier (21 mars - 19 avril)

Rien ne vous détournera de vos objectifs. Vos efforts d'ailleurs seront reconnus par vos pairs, mais ce ne sera pas pour la reconnaissance que vous travaillerez. Vous utiliserez votre énergie pour élargir votre champ d'action. Continuez ainsi. Vos rentrées d'argent suffiront à honorer vos obligations. Mais vous ne vous en contenterez pas. Vous chercherez encore à augmenter vos revenus de façon à ne pas avoir à compter et pour que vos fins de mois soient plus faciles pour dépenser vos sous.



Taureau (20 avril - 19 mai)

L'activité est intense. Vous devez faire attention aux accrochages. Les relations avec vos chefs ne sont pas bonnes. Des tensions couvent. N'importe quel prétexte peut les faire éclater. Ne négociez pas votre revenu ou une augmentation en ce moment.

Pour retrouver l'équilibre financier, évitez les sorties. Avec du bon sens, vous devriez vous en sortir. Évitez un découvert est votre priorité. Remettez à plus tard les frais qui sont liés à des voyages ou des cadeaux. Ce n'est pas votre priorité.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Boute-en-train, plaisantin de service, aujourd'hui, dans votre travail, vous ne serez ni l'un ni l'autre ! En revanche, vous serez méthodique, astucieux, compétent, et... peu bavard. En effet, vous serez aussi aimable qu'une porte de prison !

Vous ne serez pas du genre à laisser à quelqu'un d'autre le soin de s'occuper de vos cordons de la bourse. D'ailleurs, aujourd'hui, Vénus va s'employer à ce que vous conserviez ce leadership... Vous vous en sortirez avec les honneurs. Bravo !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Entre votre travail et vos occupations, vous n'avez pas le temps de vous ennuyer, sauf qu'aujourd'hui vos dossiers ont pris du retard, entre deux pauses il sera quasi impossible de prendre un peu de bon temps. Il faut vous résigner.

Votre argent est entre de bonnes mains, semble-t-il cher Cancer. Aujourd'hui, vous faites place à l'économie, vous agissez comme un gestionnaire hors pair, vous avez des projets, vous mettez toutes les chances de votre côté. Belle initiative.



Lion (22 juillet - 23 août)

Les promesses que l'ont vous aura faites ne seront pas tenues. Ce sera du moins l'analyse que vous aurez au regard d'une situation qui n'évoluera pas. Vous aurez accompli votre mission à la perfection et il sera temps que l'on reconnaisse vos mérites.

Vous compterez bien, même si vous ne compterez que sur vous-même pour améliorer votre situation financière. Vous refuserez de faire appel à des proches pour vous aider, car vous serez persuadé, avec raison, que vous parviendrez à redresser vos comptes.



Vierge (23 août - 23 septembre)

On connaît votre conscience professionnelle ! Vous travaillez vite et bien. Gare à ne pas attirer des collègues démotivés. Ils pourraient attendre que vous travailliez pour eux ! Restez très vigilant dans vos échanges. De la fermeté est nécessaire !

L'envie d'augmenter votre séduction cause des dépenses ! Vous pourriez dépenser beaucoup ! Refaire votre garde-robe est un de vos souhaits ! Ces envies sont satisfaites. Votre salaire permet de vous faire plaisir ! Ne remettez pas à demain cet élan !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Aujourd'hui, ami Balance, vous n'hésitez plus à entrer ouvertement en concurrence avec vos collègues, notamment pour un poste de responsable. Vous mettez un point d'honneur à être irréprochable et à ne jamais refuser une tâche compliquée.

Vénus vous prodiguera une certaine protection. À vous de ne pas en abuser. Cette planète vous donnera de belles aptitudes en matière de spéculation financière. Vous craignez pour votre sécurité budgétaire ? Quoi de plus normal en cette période trouble.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Si vous travaillez en équipe, les autres doivent supporter vos sautes d'humeur. On risque de vous faire des remarques, sauf que dans votre esprit cher Scorpion, c'est une réflexion de trop, vous n'arrivez plus à cacher votre énervement.

C'est vrai vos finances ne sont pas mirobolantes, mais vous êtes prêt à faire tous les efforts nécessaires pour que vos comptes puissent retrouver la forme. Pas de séance shopping ni d'achat en ligne, vous vous contentez du strict nécessaire.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Votre activité pourrait vous demander une attention toute nouvelle, un exercice auquel vous ne serez pas habitué. Il vous faudra de la souplesse pour vous adapter, de l'assurance pour vous approprier le sujet. Cela vous demandera un certain temps.

Très sérieux, vous lancerez un vaste programme « économies » pour mieux équilibrer votre budget. Vous vous prendrez au jeu et presque naturellement, vous trouverez des idées pour acheter à moindres frais, pour réduire vos différentes consommations du quotidien.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Le courage vous anime pour changer d'activité. Les démarches sont importantes, mais la rivalité fait rage aussi ! Des collègues apportent une ambiance de rivalité. Du changement se présente aussi dans votre service. Vous pensez que c'est le moment d'évoluer !

Vous risquez de dépenser beaucoup. Les frais partent dans des charges. Il y a des risques de dépenses pour des appareils en panne. Votre voiture est également la cause de frais ! Ils ne tombent pas au bon moment ! Vous risquez de râler dès le matin !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Contrairement à vos compétences professionnelles, vos qualités humaines seront sur la sellette. Un vent de révolte semblera se produire chez vos collègues. Prenez garde, car il pourrait bien vous emporter sur son passage... Ne jugez pas vos collègues !

Le carré Vénus-Mars vous fera croire que vous pouvez éteindre un incendie avec un extincteur rempli d'essence ! Ne riez pas, car vous agirez exactement comme cela avec votre argent. Cavalcade financière... Votre chevauchée ne sera pas fantastique !



Poisson (19 février - 21 mars)

Aujourd'hui cher Poissons, vous avez de quoi faire, votre agenda est rempli, c'est tout juste si vous trouvez le temps pour votre pause-déjeuner. Le positif dans tout ça, c'est que vous ne voyez pas les heures défilier, votre job est passionnant.

Les rentrées d'argent s'accroissent. Si financièrement, vous venez de traverser une période compliquée, vous voici sorti d'affaire. Vous bénéficiez du soutien des astres. Aujourd'hui, entre bons plans et gestion irréprochable, vous avez le sourire.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA